



**HAL**  
open science

## Comparer Euromed aux autres “ Régions Nord-Sud ”

Pierre Beckouche

► **To cite this version:**

Pierre Beckouche. Comparer Euromed aux autres “ Régions Nord-Sud ”. *Géoéconomie*, 2007, 42, pp.15-36. hal-00382672

**HAL Id: hal-00382672**

**<https://hal.science/hal-00382672>**

Submitted on 25 May 2009

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## Comparer Euromed aux autres « Régions Nord-Sud »

Pierre BECKOUCHE<sup>1</sup>

Article pour *Géoeconomie* (n°42, Été 2007, Choiseul Editions)

13 décembre 2006

### Résumé

L'objectif de l'article est de montrer l'intérêt d'analyser le développement économique européen dans la dimension régionale qui est la sienne, c'est-à-dire avec ses voisins orientaux et méridionaux. La comparaison avec les deux autres grandes régions Nord-Sud, l'Amérique du Nord (Mexique compris) et l'Asie orientale, met en évidence la sous valorisation par l'Europe de ses périphéries en développement. Ces périphéries méditerranéennes pourraient constituer un appoint substantiel pour la croissance de l'Europe. Mais l'article montre le recul de la place de la rive Sud de la Méditerranée dans les échanges commerciaux de l'Europe, ce qui contraste avec l'intensité de l'intégration asiatique ; et la faiblesse des réseaux de firmes transméditerranéens, alors que l'intégration productive est le point fort des régions américaine et Est-asiatique. Enfin concernant la mobilité des hommes et en dépit de l'interpénétration culturelle des deux rives, les échanges transméditerranéens sont loin des flux qui traversent le Rio Grande.

### Executive summary

The goal of the paper is to show how relevant it is to analyse the European economic development in its accurate dimension, that is including Eastern and Southern neighbours. The comparison with the two other great North-South regions, Northern America (encompassing Mexico) and East Asia, shows that Europe underrates and misuses its developing peripheries. Yet, Mediterranean neighbourhoods could be a substantial contribution to European growth. Nevertheless, the paper underlines that the part of the Southern Mediterranean in Europe's trade decreases, which contrasts with the intense East Asian trade integration; and that there still are very few transmediterranean corporate networks, whereas such productive networks are the main strength of the American and the East Asian regions. Last, as far as man mobility is concerned, and despite the traditional Mediterranean cultural interaction, North-South flows there are by far smaller than what occurs on the Rio Grande.

---

<sup>1</sup> Pierre Beckouche ([beckouch@univ-paris1.fr](mailto:beckouch@univ-paris1.fr)) est Professeur à l'Université Paris 1, membre de l'UMR Ladyss, et conseiller scientifique de l'Institut de Prospective Economique du Monde méditerranéen ([www.ipemed.coop](http://www.ipemed.coop)).

Ce texte montre la sous valorisation par l'Europe de ses périphéries en développement, alors que plusieurs travaux ont fait de la réussite de l'intégration régionale Nord-Sud la condition pour que l'Europe réduise son retard de dynamisme vis-à-vis de l'Amérique du Nord et de l'Asie orientale (section 1). La section 2 montre que ces périphéries méridionales de l'Europe pourraient constituer un appoint substantiel pour sa croissance. Mais la section 3 montre le recul de la place de la rive Sud de la Méditerranée dans les échanges commerciaux de l'Europe, ce qui contraste avec l'intensité de l'intégration asiatique ; et la section 4 la faiblesse des réseaux de firmes transméditerranéens, alors que l'intégration productive est le point fort des régions américaine et Est-asiatique. Enfin la section 5 s'attache à la mobilité des hommes et montre qu'en dépit de l'interpénétration culturelle des deux rives de la Méditerranée, les échanges transméditerranéens sont loin des flux qui traversent le Rio Grande.

### 1. La régionalisation de la globalisation

La focalisation des esprits européens sur l'Union européenne et la prévalence de la thèse du pseudo « choc des civilisations », conduisent trop souvent à considérer le Sud et l'Est de la Méditerranée comme des territoires au mieux étrangers et au pire néfastes au destin européen. Nous ratons de ce fait la bonne échelle d'analyse. De grandes régions économiques sont en effet en train d'émerger dans le monde : pour ne parler que des principales, l'Amérique du Nord comprend désormais le Mexique et étend son influence vers le Sud, l'« East Asian economic project » va de la Corée à Singapour ; côté européen on le comprend, l'échelle commande de considérer dans la même analyse l'Europe, son voisinage oriental et méridional. Chacun sait que la mondialisation de l'économie a consacré la Triade. On sait moins que les trois pôles de la Triade sont fortement engagés dans ce processus de régionalisation, l'élargissement des échelles de l'échange se produisant certes à grande distance mais aussi et surtout à proximité : les pays du voisinage régional des Etats-Unis, de l'Europe occidentale ou du Japon entrent dans une interaction grandissante avec eux.

Il faut donc comparer la région européenne, entendue comme l'ensemble comprenant l'Europe et son voisinage, et en particulier sa partie Euromed (Europe et rive sud de la Méditerranée), avec ce à quoi elle est comparable : les autres grandes régions Nord-Sud. L'intérêt n'est pas seulement géographique, il est aussi politique. Depuis l'échec du cycle de Doha et la fin des espoirs d'accords globaux multilatéraux, la régulation à l'échelle de grands ensembles régionaux devient une hypothèse forte. Après deux décennies de dérégulation qui ont fait éclater les cadres nationaux de la régulation jusqu'alors en vigueur, un besoin de re-régulation se fait sentir afin de mieux maîtriser la globalisation. De nombreux arguments font penser que la bonne échelle pourrait être la région (Mashayekhi 2005). Les accords commerciaux régionaux<sup>2</sup> qui se sont multipliés depuis une quinzaine d'années, signalent ce fait qui va bien au-delà du seul commerce : que ce soit dans l'Alena ou l'UE, et même en Asie orientale, ces accords commerciaux se doublent d'accords et de normes concernant la protection des travailleurs, l'environnement, la protection des consommateurs, les normes sanitaires etc. Ces « accords au-delà des accords » contribuent à dessiner la trame de la nouvelle régulation internationale, en associant des pays du Nord et des pays du Sud (Mexique, pays de l'Asean etc). Pour parler comme Christian Deblock et Henri Regnault (2006), cette régionalisation est une réponse à la mondialisation et une revanche de la politique sur l'économie. On se rappelle que la « nouvelle question Nord-Sud » (Jacquet 2001) avait été une des principales motivations de la demande croissante pour une régulation de la mondialisation, au jeu de laquelle les pays en développement se sont prêtés mais sans qu'ils en recueillent toujours les fruits ; les accords régionaux Nord-Sud apportent à cet égard une réponse complémentaire aux difficiles négociations menées à l'échelle globale de l'OMC. Bien sûr les rapports Nord-Sud y restent dissymétriques, le Nord imposant ses normes ; mais on peut penser que les accords régionaux sont tout de même (un peu) moins défavorables à un pays du Sud que ne le sont ses relations bilatérales directes avec un pays du Nord, et plus efficaces que les accords multilatéraux, bloqués depuis juillet 2006 et l'échec du « cycle du développement » à Doha.

<sup>2</sup> Regional Trade Agreements, ou RTAs

Il est donc du plus grand intérêt de raisonner en termes de régions. Le problème vient de la difficulté à les définir. Les grands annuaires statistiques internationaux (ONU, Banque Mondiale, FMI, OCDE etc) ne les découpent pas de la même manière, le découpage varie au sein d'un même organisme (au sein du système des Nations unies, l'Unesco n'a pas le même que celui de l'OMS), il varie même parfois à l'intérieur d'une publication donnée ! Difficile, dans ces conditions, d'avoir une représentation de cette régionalisation, surtout lorsqu'on veut voir plus loin que le périmètre officiel des RTAs. Car le projet d' « Asean Plus Three » (avec le Japon, la Corée du Sud et la Chine) et les projets d'extension de l'Alena vers l'Amérique du Sud, montrent que les régions n'ont pas encore trouvé leur périmètre. Dans un rapport récent pour la Commission européenne, l'UMS Riata a proposé un découpage fondé sur des critères géographiques robustes (Grasland 2006). Dans le présent article, on a procédé, pour l'analyse des trois grandes régions qui nous intéressent, d'une manière plus rustique dont l'annexe 1 donne le détail.

## 2. Centres et périphéries dans les régions européenne, américaine et asiatique

En matière de régionalisation, il n'y a pas un processus mais deux. L'Alena et l'Asie orientale relèvent de ce qu'on appelle le « régionalisme Nord-Sud », associant, d'une part, des pays disposant de ressources financières et technologiques élevées, d'autre part des pays disposant de marchés rapidement croissants et d'une main d'œuvre qui fait défaut aux pays industriels. En revanche, l'Union européenne intègre des pays homogènes ou qui ont vocation à rattraper la moyenne communautaire, les politiques y sont définies en fonction de cet objectif de convergence bien plus que pour viser la performance économique ; l'architecture politico-institutionnelle y est imposante alors que les deux autres régions sont régulées – on devrait plutôt dire managées – plutôt par les firmes multinationales.

La figure I montre à la fois le potentiel et les limites des périphéries<sup>3</sup> en développement de l'Europe. Elle montre d'abord la différence entre les performances économiques de nos trois régions Nord-Sud d'une part, et d'autre part des régions du Sud ne bénéficiant pas de la proximité de pays industrialisés. Cela atteste qu'à l'heure de la mondialisation, la proximité et la complémentarité Nord-Sud sont bien des atouts stratégiques. Le PIB par habitant de l'Asie du Sud, pourtant mesuré ici en parités de pouvoir d'achat, reste extrêmement faible, pour ne rien dire de celui de l'Afrique sub-saharienne. Au cours des quinze dernières années, celles pendant lesquelles se sont signés les grands accords commerciaux régionaux, l'enrichissement des habitants aura été nettement plus fort dans les régions Nord-Sud.

Au sein de ces dernières, l'enseignement essentiel tient à la performance asiatique. Pas seulement en termes de croissance du PIB, mais aussi parce que les disparités mesurées par le PIB par habitant se sont réduites : la région est aujourd'hui moins inégalitaire qu'il y a quinze ans. Il faut y voir l'effet des difficultés de l'économie nippone dans les années 1990, mais aussi l'effet du dynamisme des pays qui l'entourent : la Chine est en plein boom, les performances des Dragons sont spectaculaires, même si les pays de l'Asean ne rattrapent pas leur retard. En revanche les écarts Nord-Sud *s'accroissent* au sein de la région européenne, et entre l'Amérique du Nord et l'Amérique latine, les Sud présentant ici une croissance mitigée.

Pour autant, la croissance des voisins méditerranéens de l'Europe ne fait pas mauvaise figure. Alors que les voisins de l'Est, où se sont concentrés investissements et subventions venus de l'UE, connaissent un dynamisme économique et démographique bien faible, le Sud et l'Est de la Méditerranée ont une croissance du PIB de 4% par an. Certes le PIB par habitant n'y progresse pratiquement pas, la croissance ne parvient pas à générer les millions d'emplois dont ces pays ont besoin<sup>4</sup> ; mais les marchés potentiels sont énormes. On dit « potentiels » car la faiblesse du PIB par habitant signale le mal développement local, notamment dans les pays du partenariat méditerranéen de Barcelone (PPM)<sup>5</sup> où il n'atteint pas 5.500 dollars par tête. L'atout latino-américain réside précisément dans un PIB par habitant de 7.300 dollars, en dépit de la crise argentine des dernières années et des crises de l'endettement de la décennie 1980. Le PIB par habitant de l'Asie orientale en développement est désormais plus élevé que dans les PPM, alors qu'il était *trois fois moins élevé* il y a trente ans !

Pour des raisons de rapport de grandeur démographique entre, d'une part, le Japon et, d'autre part, son environnement régional en développement qui concentre 90% de la population de la

---

<sup>3</sup> on entend ici ce terme dans son sens purement géographique évidemment, sans aucun jugement de valeur.

<sup>4</sup> 40 millions d'emplois en plus d'ici 2020 selon la Banque Mondiale (2003).

<sup>5</sup> Les Pays Partenaires Méditerranéens vont du Maroc à la Turquie, Jordanie comprise et Israël non comprise.

région (tableau 1), l'intégration est sans doute plus nécessairement évidente que dans la région européenne. En outre, les difficultés particulières des pays en transition de l'Est (voisins orientaux mais aussi nouveaux Etats membres de l'Europe centrale), les laissent loin derrière les performances des Dragons asiatiques. Pour autant, ce qui frappe dans l'espace Euromed comme dans les deux autres cas, c'est le poids significatif des pays en développement dans le PIB de leur région : 27% en Asie de l'Est, 16% en Amérique, et 12% dans la région européenne – une proportion qui croît rapidement.

Toute prospective est délicate. Mais la démographie dit beaucoup des tendances lourdes qui sont à l'œuvre. Dans la région européenne, les périphéries Sud pèsent 36% de la population, soit 13 points de plus qu'il y a trente ans ; en attendant les effets de leur transition démographique, la progression durera encore quelques décennies. Il n'y a donc aucune raison de considérer les périphéries méditerranéennes comme une simple marge, il n'y a aucune raison de ne pas en faire les terres du partenariat économique que le Japon ou les Etats-Unis sont parvenus à mettre sur pied avec les leurs. Du reste le Cercle des économistes (2004) a estimé que ce retard dans l'intégration des deux rives de la Méditerranée faisait perdre à l'Europe du Sud 0,3 point de PIB chaque année, et deux fois plus à la France. Quant à lui, l'IFRI a estimé que le seul scénario dans lequel l'Europe rattraperait une partie de son retard sur les Etats-Unis à l'horizon 2050, est le scénario d'une intégration régionale réussie avec l'Est et avec le Sud. C'est du reste aussi le seul scénario dans lequel ces voisins se développent significativement (Colombani 2002). Autrement dit, l'Europe a besoin de son voisinage, et son voisinage a besoin de l'Europe. Compte tenu de sa richesse en hydrocarbures, l'enjeu est moins grand pour la Russie que pour les voisins méditerranéens, qui affrontent les défis les plus aigus de leur histoire – défi de la paix et de la stabilisation politique, défi de la création d'emplois on l'a dit, défi de la modernisation sociale (Guigou 2006).

Ces besoins réciproques en Méditerranée ne sont pas de même nature pour chacun des partenaires. La dissymétrie des échanges économiques entre les deux rives de la Méditerranée est connue, elle se double d'une dissymétrie dans la gouvernance d'une intégration régionale que le fréquent unilatéralisme de l'UE dans ses négociations avec les PPM contribue à altérer. Le terme même de « voisins », officialisé avec la « Politique Européenne des Voisinages » lancée en 2004, traduit une insuffisance de la parité dans les procédures qui explique beaucoup de l'échec du récent sommet « Barcelone+10 » de novembre 2005, où ne se seront rendus que deux des chefs de gouvernement de la rive sud<sup>6</sup>. Il n'y a pas de doute que la proximité et la complémentarité des deux rives de la Méditerranée conduiront un jour à l'intégration géoéconomique, voire politique, paritaire de cette grande région. Mais en attendant, la dissymétrie reste de mise tant sur le plan économique que sur le plan procédural.

La part de l'Europe occidentale dans le commerce, les IDE, les créances bancaires<sup>7</sup>, dans les remises migratoires des pays du Sud de la Méditerranée, est toujours de l'ordre de 50, 60 ou 70%. Voilà qui justifie qu'on ait choisi d'appeler cette région « européenne ». Cette polarisation européenne est une dissymétrie, mais c'est aussi un avantage pour l'intégration régionale. Pourtant, ni les investissements ni l'évolution récente des échanges commerciaux ne montre que nous savons en tirer parti.

### **3. Commerce : l'ampleur de l'intégration Est-asiatique, le recul des échanges Euromed**

L'analyse des échanges commerciaux oppose le dynamisme de l'intégration asiatique au recul euroméditerranéen.

L'examen des échanges internes aux RTAs montre l'intégration économique tendancielle indiscutable de ces régions sur la période longue – dès avant la signature des accords de libre-échange régionaux des années 1990, ce qui donne du crédit à la thèse d'une régionalisation de fond. Le commerce intra régional, au sens de intra-RTAs, a atteint aujourd'hui 50% des importations mondiales de marchandises contre 40% en 2000 (fig.II). Dans le cas de l'Europe, l'intégration régionale est avérée. Depuis la signature du traité de Rome, le commerce extérieur s'est davantage développé entre pays de la Communauté qu'entre ces pays et le reste du monde. La part de l'Europe à 12 dans les exportations de ces pays était de 35% dans les années 1950, elle est de 60% aujourd'hui – le tassement dans la dernière période correspondant à un élargissement des échanges aux nouveaux pays orientaux de l'Union.

<sup>6</sup> On trouvera un bilan économique du processus de Barcelone dans Claret (2005) et Radwan (2006).

<sup>7</sup> Les créances sur les PPM sont majoritairement ouest-européennes, jusqu'aux deux tiers dans le cas du Maghreb.

La figure III permet de voir au-delà de la définition stricte des ententes commerciales, pour approcher l'aire d'influence des pôles de la Triade. On peut ainsi mesurer le commerce liant l'Europe occidentale aux PECO – malheureusement regroupés par l'OMC avec les pays de la CEI. Au total, ce sont les trois-quarts du commerce extérieur des pays d'Europe occidentale qui sont fait au sein de la zone Europe-PECO-CEI. En élargissant au voisinage méditerranéen de l'Europe, on atteint un degré d'intégration commerciale de l'ordre de 80%. Ce pourcentage s'est accru au cours des décennies précédentes du fait du renforcement de l'intégration régionale de l'Europe occidentale d'abord et des PECO ensuite ; en revanche, l'intégration avec le voisinage méditerranéen (Afrique du Nord, Proche et Moyen Orient) a clairement reculé.

Côté américain, les évolutions sont assez différentes selon que l'on considère les exportations nord-américaines (progression de l'intégration panaméricaine) et les importations (réduction panaméricaine du fait des importations depuis l'Asie). Vues du Sud vers le Nord cette fois, les évolutions varient selon que l'on inclut ou non le Mexique parmi l'Amérique latine ; si on l'inclut, la progression de la part de l'Amérique du Nord dans les exportations latino-américaines est impressionnante.

Côté Japonais, ce sont l'ampleur et la vitesse de l'intégration commerciale avec les Dragons et la Chine au cours de la dernière période, qui frappent. Après une stratégie de conquête des marchés nord-américain et européen, le Japon est entré dans une puissante stratégie d'intégration Est-asiatique. De même, l'Asie orientale est la destination de la moitié des exportations des quatre Dragons ou des pays de l'Asean, et de près des deux tiers de celles de la Chine. Contrairement à ce qu'on pense souvent, la cible commerciale de l'industrie chinoise n'est pas occidentale mais d'abord asiatique. La diaspora chinoise et les capitaux japonais contribuent à la progressive formation d'un véritable ensemble régional. Du reste, la contagion de la crise financière asiatique de 1997-1998 a révélé l'interdépendance de la zone entre Thaïlande, Indonésie, Philippines, Corée du Sud, Taiwan et Hong Kong.

#### **4. Les IDE : la grande faiblesse d'Euromed**

La grande difficulté du processus Euromed réside dans l'absence d'un système productif transméditerranéen. C'est dans ce domaine que le régionalisme Nord-Sud de l'Europe est le plus en retard. On en prend conscience lorsqu'on compare avec ce qui se passe en Amérique et en Asie orientale. Les différends historiques et les difficultés interculturelles sont tout aussi vifs entre latinos et yankees, ou encore entre Chinois et Japonais ou Vietnamiens ; pourtant dans ces deux autres régions les pays du centre sont parvenus à développer des relations fortes avec leurs périphéries, tissant de véritables réseaux transnationaux de firmes « Nord-Sud »<sup>8</sup>.

Dans la zone de l'Alena se déploie un véritable système productif régional. Grâce aux investissements massifs des firmes des Etats-Unis, le Mexique est devenu un des plus gros exportateurs du monde, et est désormais considéré comme un « pays du Nord » par les investisseurs internationaux. Les échanges qui le lient aux Etats-Unis et au Canada sont de plus en plus intra-branches, ce qui témoigne d'un niveau d'intégration économique déjà élevé (Azuleos 2004), comme celui qui associe le Japon à ses périphéries en développement.

Des deux partenaires des Etats-Unis, c'est, de loin, le Mexique qui aura le plus augmenté son attractivité pour les IDE<sup>9</sup> depuis la signature de l'Alena. Au delà du Mexique, l'Amérique latine dans son ensemble aura maintenu, et même légèrement accru depuis quinze ans, sa part dans les IDE des Etats-Unis (17% du total mondial des IDE des Etats-Unis en 2003). La lutte que se livrent les Etats-Unis via l'extension de l'Alena vers le Sud, et le Brésil via l'extension du Mercosur vers le Nord, ne doit pas tromper : les investissements trans-américains sont intenses, l'intégration régionale est en marche, conflictuelle, certes dominée par les normes des Etats-Unis, mais vigoureuse.

Le tableau 2 montre le haut niveau d'intégration financière entre le Japon et son environnement régional, en dépit du désinvestissement nippon depuis la crise financière de 1997-1998 dans l'Asean. Il ne faudrait pas en conclure le recul de l'intégration régionale ; c'est tout le contraire disent de manière convergente et convaincante Higott (2006) et Boulanger (2006). Depuis cette crise et le refus des Etats-Unis de la solution financière proposée par le Japon avec un Fond

---

<sup>8</sup> dans le cas asiatique, il faudrait en toute rigueur géographique parler de relations Est-Ouest entre le Japon et la Chine. Mais on parle évidemment ici du « Nord » et du « Sud » en termes de niveau de développement.

<sup>9</sup> Investissements Directs à l'Etranger.

Monétaire Asiatique, le consensus s'est fait, y compris du côté japonais, de la nécessité d'approfondir l'intégration industrielle et financière Est asiatique. D'où la montée en puissance depuis 1998 du thème de l'« East Asian economic project » et, sur le plan institutionnel, du processus « Asean Plus Three ».

Au total, la comparaison de l'intégration productive au sein des trois grandes régions Nord-Sud aboutit à un diagnostic sans appel. Alors que les pays intermédiaires et en développement des périphéries des États-Unis et du Japon représentent près du cinquième des destinations de leurs IDE, le ratio n'est que de 4% dans le cas des investissements français, de 3% pour les espagnols et de 6% pour les allemands. Les pays européens commercent et investissent massivement dans leur région, mais c'est essentiellement au sein de l'Europe occidentale (fig.IV). Ils échangent particulièrement peu avec leurs périphéries émergentes ou en développement, surtout en matière d'investissements. Seule l'Allemagne valorise un tant soit peu ces pays, en particulier les nouveaux membres orientaux de l'UE. Mais vers le Sud, on descend à des niveaux spectaculairement bas : les pays partenaires méditerranéens n'attirent que 0,5% des IDE allemands, que 0,6% des IDE français et 1% des IDE espagnols. On a bien lu : alors que la Chine, les PVD de l'Asean ou de l'Amérique latine représentent une cible importante de l'investissement nippon ou états-unien, les pays européens n'investissent pratiquement pas les pays en développement de leur région.

On pourra penser que l'importance des échanges entre pays d'Europe occidentale fausse l'analyse. Soit. La deuxième partie du tableau 2 donne les chiffres en annihilant les échanges internes aux pays d'Europe occidentale. Par conséquent évidemment, les échanges avec le reste du monde en ressortent augmentés. Mais même ce mode de calcul conduit à des chiffres incroyablement bas pour les pays de la rive sud de la Méditerranée, qui ne représentent que 0,9% des IDE allemands, 1,7% des IDE français et 2,4% des IDE espagnols. Il est frappant de constater que l'intérêt modique que l'Espagne porte depuis quelques années aux pays d'Afrique du Nord, n'a même pas son équivalent en France. Le seul enseignement positif est que les périphéries émergentes de l'Est européens sont bel et bien investies par les capitaux allemands. De ce point de vue, la RFA a fait des PECO ses « Dragons ». La France, elle, ne tire parti d'une intégration ni avec le voisinage oriental ni avec le voisinage méditerranéen. L'absence d'un système productif transméditerranéen est non seulement la principale faiblesse de l'intégration de la région européenne, mais une situation sous optimale pour la France qui pourrait pourtant mobiliser des partenaires Sud-méditerranéens d'une manière ambitieuse, dans un codéveloppement gagnant-gagnant qui quitterait enfin le terrain de l'incantation pour devenir une réalité industrielle (Beckouche et Guigou 2007).

La faute aux pays du Sud aussi, bien entendu : les relations économiques entre PPM sont médiocres, et surtout, leur réforme politique et économique avance trop lentement (Ould Aoudia 2006). L'attractivité de l'investissement reste faible, la transparence des marchés insuffisante, le clientélisme encore puissant, les instruments financiers et bancaires pour sécuriser l'épargne et l'orienter vers des investissements productifs trop rares (Almeras et Hadj Nacer 2006).

Le dernier rapport d'Anima (St Laurent 2006) indique qu'au cours des deux dernières années, le Sud et l'Est de la Méditerranée sont devenus nettement plus attractifs pour les capitaux transnationaux. En 2005, ces pays ont été la cible de 40 milliards de dollars d'intentions d'investissement, soit quatre fois leur niveau annuel au cours de la décennie écoulée. Cela dit (i) il s'agit bien d'intentions et non de réalité, (ii) ces investissements continuent de se diriger vers les secteurs de rente classique (immobilier, tourisme, hydrocarbures, concessions de services publics), et (iii) émanent surtout des pays du Golfe, qui cherchent à placer leur surplus de pétrodollars. Il n'y a donc pas plus aujourd'hui qu'hier de système productif Nord-Sud dans la région européenne.

## **5. La mobilité des hommes : l'intégration américaine**

Vue à travers la mobilité des hommes, l'intégration euroméditerranéenne paraît tout aussi timide, alors même que l'opinion publique européenne est assez perméable à l'idéologie de l'« invasion » étrangère et notamment arabo-musulmane. On estime qu'avant l'élargissement, 20 millions d'étrangers vivaient dans l'UE15, dont 5 millions venus de pays de l'UE15 et 6 millions du Sud et de l'Est de la Méditerranée<sup>10</sup>. Cela pourrait paraître beaucoup. En réalité, deux éléments minorent cette idée d'intégration migratoire intra-zone. Le premier est l'attraction croissante de l'Amérique du Nord pour les migrants méditerranéens diplômés (Fargues 2005). Le deuxième vient de la comparaison avec les États-Unis. Moins de 7% des personnes vivant dans l'UE15 sont des

---

<sup>10</sup> Hors clandestins. Le CARIM (Euromed Consortium for Applied Research on International Migrations) estime que 10 à 15 millions de migrants internationaux de première génération viennent du Sud et de l'Est de la Méditerranée, dont entre 5 et 6,4 millions vivent dans l'UE15.

étrangers (dont moins de 1% d'illégaux), alors que 15% de la population états-unienne est étrangère (dont environ 4% d'illégaux), *la seule part des Mexicains approchant 10% soit plus de 25 millions de personnes*<sup>11</sup>. Proportionnellement, et en tenant compte des illégaux, il y a *quatre fois moins* de Sud-méditerranéens vivant en Europe occidentale que de Mexicains vivant aux Etats-Unis !

Cela mérite un commentaire sur la dimension migratoire de l'Alena. La question migratoire se présentait (et se présente toujours) de manière au moins aussi épineuse le long du Rio Grande qu'à travers la Méditerranée. On ne dira pas que l'Alena est parvenu à réguler la chose, mais les pays partenaires sont en chemin alors que le débat n'est même pas posé autrement que d'une manière étroitement sécuritaire en Europe – et pas tellement mieux en Asie orientale du reste.

L'Alena ne portait formellement pas sur les migrations. Le traité devait, indirectement, ralentir les migrations mexicaines clandestines, or cela n'a pas été le cas. Cela signifie-t-il que l'accord ait échoué ici ? Non, pour deux raisons. La première est que l'Alena n'a pas empêché une interpénétration américano-mexicaine intense, particulièrement dans le Sud des Etats-Unis. C'est un véritable système de mobilité qui a continué à se développer entre le Mexique et les Etats-Unis, malgré le 11 Septembre. Les flux mexicains vers les Etats-Unis ont continué à augmenter, passant d'agricoles à urbains notamment de part et d'autre des villes de la frontière.

Un véritable peuplement mixte s'est développé de part et d'autre de la frontière. La zone frontière Nord du Mexique a connu une très grande progression démographique : 160 000 personnes en 1930 mais 5 millions aujourd'hui ; les comtés américains du Sud Californien quant à eux sont passés de moins de 5 à plus de 20 millions, la population d'origine mexicaine y augmentant sans cesse : 10% en 1970, 30% aujourd'hui, près d'un habitant sur trois à Los Angeles. De l'autre côté de la frontière comme à Tijuana par exemple, 8% de la population résidente travaille aux Etats-Unis, 22% des ménages ont des contacts significatifs avec les Etats-Unis. Les migrations entre les villes qui bordent la frontière et les Etats-Unis se sont intensifiées. Pas moins de *deux millions de personnes traversent chaque jour la frontière légalement*. Eminente spécialiste des villes américaines, Cynthia Ghorra-Gobin (2004) évoque une culture commune en émergence, bilingue, avec des valeurs politiques proches, plutôt qu'un différend ethnique. De nombreux liens familiaux existent de part et d'autre de la frontière. Et comme, depuis peu, les enfants de Mexicains nés aux Etats-Unis peuvent garder la nationalité mexicaine de leurs parents, dans certaines familles des enfants sont américains et d'autres mexicains. C'est bien un système moderne de *mobilité*, et non pas de migrations définitives, qui s'est mis en place dans cette région : l'immense majorité de la population mexicaine des Etats du Nord ne va pas aux Etats-Unis ou alors très peu et peu longtemps ; cela contredit le mythe selon lequel cette population se presserait là dans l'espoir de passer du côté américain.

Au Canada, une vraie politique d'immigration a été mise sur pied en fonction des besoins économiques. L'immigration est proportionnellement encore beaucoup plus importante qu'aux Etats-Unis, et la population regarde cette immigration comme une nécessité voire un bien et non, comme en Europe, comme un mal. La déclaration du ministre canadien de l'immigration après les attentats du 11 Septembre, a donné le ton : « Il est clair que nous devons prendre des mesures pour protéger la sécurité publique. Mais il doit être tout aussi clair que nous ne transformerons pas le Canada en forteresse »<sup>12</sup>.

La deuxième raison est que les pays partenaires sont en route vers une formalisation d'une politique de la mobilité. Il est sûr que, comme en Europe et même davantage qu'en Europe, les américains veulent développer le contrôle aux frontières. L'immensité des deux frontières des Etats-Unis avec le Canada d'une part et le Mexique d'autre part, oblige à des accords de sécurisation sévères, dont le projet de mur est le plus récent avatar. La difficulté de réguler à la fois la mobilité transfrontalière, la circulation des marchandises et d'empêcher le passage des stupéfiants est évidemment considérable, mais c'est sans doute dans ce domaine que l'Alena va s'approfondir dans les années à venir. Et on peut penser que cet approfondissement ne se réduira pas à une réduction des passages et à la multiplication de postes de contrôle. D'autant que, du côté du Mexique, la politique migratoire qui avait longtemps consisté... à ne pas avoir de politique, change depuis l'Alena. Pour l'ancien président Vicente Fox, les émigrés mexicains aux Etats-Unis sont des « héros de la nation mexicaine ». Le Mexique insiste désormais sur la nécessité de régulariser ses nationaux vivant aux Etats-Unis, d'améliorer la sécurité pour les Mexicains passant la frontière, d'établir un programme de travail temporaire, et même d'aller vers une liberté de

---

<sup>11</sup> Au-delà des Etats du Sud, et au-delà des Mexicains, on estime à plus de 40 millions de personnes le nombre d' « Hispaniques » aux Etats-Unis, soit la quatrième concentration dans le monde après le Mexique, la Colombie et l'Espagne.

<sup>12</sup> Alinor Caplan, discours au Sénat le 4 octobre 2001.

circulation des personnes à mesure que le revenu par habitant des deux pays convergera. Les migrations, qui étaient un sujet tabou lors des discussions bilatérales Etats-Unis/Mexique, sont désormais partie intégrante des ordres du jour des négociations régionales.

### **Conclusion**

Ces détours américain et Est-asiatique donnent la mesure du retard européen. Nous n'avons pas encore bien compris que la classe moyenne de la rive sud de la Méditerranée vit en Europe ou y vient très souvent, ce qui constitue un atout déterminant pour la région ; que la mobilité des personnes, des biens et des capitaux est essentielle pour la réussite de l'intégration économique et la stabilisation politique ; que les partenariats industriels avec des entreprises de la rive sud sont à la fois une opportunité et une nécessité si l'Europe ne veut pas voir se creuser son retard sur les deux autres grandes régions Nord-Sud.

Le plus grand bénéfice d'une telle comparaison est sans doute qu'elle permet de sortir du face à face convenu entre l'Europe et les pays arabes ou la Turquie, pour aborder la question régionale dans la dimension qu'elle mérite.

## Références bibliographiques

- Almeras G. et Hadj Nacer A., 2006, Rapport du groupe de travail sur l'espace financier euroméditerranéen, Paris, IPeMed, polygr, [www.ipemed.coop](http://www.ipemed.coop), 70 p.
- Azuélos M., Cosío-Zavala M-E. et Lacroix J-M., dir, 2004, *Intégration dans les Amériques, dix ans d'Alena*, Paris, Presses Sorbonne Nouvelle, 341 p.
- Banque Mondiale, 2003, « Trade, Investment and Development in the Middle East and North Africa: Engaging with the world », Washington, 300p.
- Beckouche P., Guigou J-L., 2007, « Méditerranée : d'un Euromed en panne à une région industrielle Nord-Sud », *Horizons Stratégiques* n°3, Conseil d'Analyse Stratégique, 12 p.
- Boulanger E., 2006, « Le Japon et l'appel de l'Asie », *Cahiers de Recherche « Continentalisation » 06-05*, Groupe de Recherche sur l'Intégration Continentale, Centre d'Etudes Internationales sur la Mondialisation, Montréal, Université du Québec, 78 p.
- Cercle des économistes (2004), « 5+5, l'ambition d'une association renforcée », Cahier du Cercle des Economistes, Paris, 84 p.
- Claret A., dir., 2005, *Med 2005*, Barcelone, IEMed, Fondation CIDOB, 431 p.
- Colombani Ph., dir, 2002, *Le commerce mondial au 21<sup>ème</sup> siècle. Scénarios pour l'Union européenne*, rapport pour la Commission européenne, Paris, IFRI, 376 p.
- Deblock Ch., et Regnault H., dir., 2006, *Nord-Sud : la reconnexion périphérique*, Montréal, Editions Athena, 308 p.
- Fargues Ph., dir., 2005, « Mediterranean Migration, 2005 Report », Carim, European Commission, 405 p.
- Gora Gobin 2004, « Alena et identité nord américaine : comment aborder les transformations sociales ? », dans Azuelos *et al.*, *Intégration dans les Amériques, dix ans d'Alena*, Paris, Presses Sorbonne Nouvelle, pp 307-318.
- Grasland Cl., dir., 2006, Final Report for the ESPON programme 3.4.1. "Europe in the World", UMS RIATE, Bruxelles, European Commission, 120 p.
- Guigou J-L., 2006, « Choc des cultures et modernité », *Après Demain*, n° de juillet-septembre 2006, 4 p.
- Higott R., 2006, « Geopolitics, leadership and East Asian Co-operation », dans Dieter dir., « Report on East Asian Integration. Opportunities and Obstacles for Enhanced Economic Cooperation », *Studies & Research* n°47, Notre Europe, pp 93-100.
- Jacquet P., Pisani-Ferry J., Tubiana L., 2002, *Gouvernance mondiale*, rapport du Conseil d'Analyse Economique, Paris, La Documentation Française, 508 p.
- Mashayekhi M. & Ito T., dir., 2005, « Multilateralism and Regionalism. The New Interface », *CnuCED*, 205 p.
- Ould Aoudia, J., 2006, *Croissance et réformes dans les pays arabes méditerranéens*, Paris, « Notes et Etudes » n°28, AFD, 176 p.
- Radwan S. et Reiffers J-L, dir., 2006, *Rapport du Femise sur le partenariat euro-méditerranéen*, Marseille, Institut de la Méditerranée, 197 p.
- Saint Laurent B., Saint Martin C., Jaffrin S., 2006, « Les IDE dans la région MEDA en 2005 », *Notes & Documents* n°20, AFII, Anima, 166 p.

## Annexe

### Définition géographique des « régions »

Les régions sont composées de la manière suivante :

- Région des Amériques : Amériques du Nord, centrale, et du Sud
- Région d'Asie orientale : Asie du Nord-Est (Corée, Japon, Chine, Taiwan), Asean, Océanie et Pacifique
- Région européenne : Europe occidentale, Afrique du Nord, Moyen-Orient au sens large (Proche Orient, péninsule arabique, Irak, Iran).

Le regroupement des pays par niveau de développement tient essentiellement compte du PIB par habitant (en Parité de Pouvoir d'Achat), ce qui conduit à distinguer entre pays « en développement » (moins de 10.000 \$), « intermédiaires » (de 10 à 25.000 \$), et « industrialisés (plus de 25.000 \$). Mais il tient compte aussi des trajectoires de développement et des appartenances géographique. Par exemple le PIB des Emirats devrait les ranger parmi les pays industrialisés de la région européenne ; mais pour conserver l'unité géographique du Moyen Orient, qui comprend aussi bien les pays pétroliers que les pays sans ressources pétrolières, nous avons considéré un ensemble « Moyen Orient » comprenant tous ces pays. De même, l'Arabie Saoudite, que son PIB par habitant rapproche des pays intermédiaires, est rangée dans l'ensemble « Moyen Orient » - ne serait-ce du reste que parce que bien des aspects de son développement la rapprochent des pays pauvres de la zone.

Le PIB par habitant de la Bosnie-Herzégovine, de la Russie ou de l'Ukraine en fait des pays en développement ; on les a toutefois rangés parmi les pays intermédiaires de l'Europe centrale, orientale et balkanique.

En Asie, on a conservé le groupe des quatre Dragons comme pays intermédiaires, alors que Hong Kong a un PIB de pays industrialisé. Enfin en Amérique, l'Argentine ou le Chili ont un niveau de développement proche de plusieurs des pays intermédiaires européens, mais on les a laissés dans l'ensemble latino-américain, classé globalement « en développement ».

Ce qui donne la classification suivante :

Pays industrialisés :

- Canada et Etats-Unis pour la région américaine
- Japon, Australie et Nouvelle Zélande pour l'Asie orientale
- Europe occidentale et Israël pour la région européenne

Pays intermédiaires :

- Aucun pour la région américaine
- Dragons (Hong Kong, Corée du Sud, Singapour et Taiwan) pour l'Asie orientale
- PECO, Balkans européens, NEI occidentaux (Russie comprise), Chypre et Malte pour la région européenne

Pays en développement :

- Amérique latine pour la région américaine
- Pacifique, Chine et Asie du Sud-Est (hors Dragons) pour l'Asie orientale
- Afrique du Nord et Moyen-Orient (hors Israël) pour la région européenne.

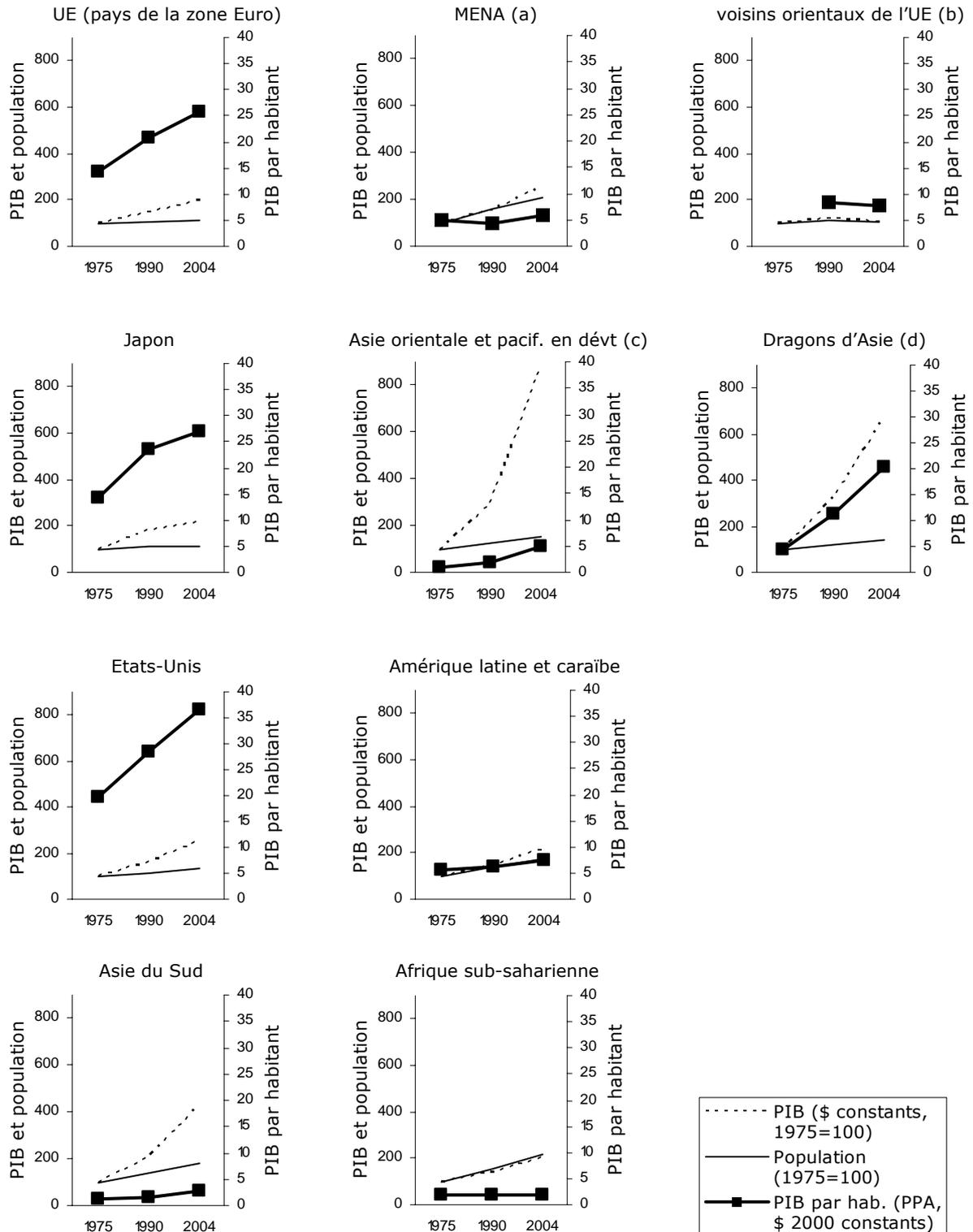
Classement des pays (exemples) des trois régions, selon le PIB par habitant

PIB par habitant (a)	Région des Amériques	Région européenne	Région d'Asie orientale
37	United States		
30	Canada		
29			Australia
28		France	
			Hong Kong, China
			Japan
27		<i>European Monetary Union</i>	
25			Singapore
		Israel	
23		United Arab Emirates	
			New Zealand
22		Cyprus	
		Slovenia	
		Bahrain	
19			Korea, Rep.
18		Kuwait	
14		Malta	
		Oman	
		Slovak Republic	
13		Saudi Arabia	
12	Argentina	Estonia	
		Lithuania	
11		Croatia	
		Latvia	
10	Chile		
			Malaysia
	Mexico		
	Costa Rica		
9		Russian Federation	
(monde)			
8	Uruguay		
	Brazil		
		Romania	
		Bulgaria	
	<i>Latin America &amp; Carib.</i>		Thailand
			Tonga
		Tunisia	
7		Turkey	
	Colombia		
		Bosnia and Herzeg.	
		Algeria	
6		Belarus	
			Fiji
		Ukraine	
		Lebanon	
	Peru		Samoa
			China
5	Venezuela		
	Paraguay		
		Albania	
		Jordan	
			Philippines
		Morocco	
4	Jamaica		
	Ecuador	Egypt.	
		Armenia	
		Syria	
3	Honduras		Indonesia
		Georgia	
	Bolivia		
			Vietnam
2			Cambodia
1		Moldova	
		Yemen	

(a) 2003, PPA (milliers de dollars courants). Source : Banque Mondiale

## Figures

Fig.I. Croissance du PIB et de la population dans les pôles de la triade et leurs périphéries en développement



(a) « MENA » : Middle East and North Africa : Afrique du Nord, Proche Orient, Irak, Iran, péninsule arabique. Turquie et Israël non compris.

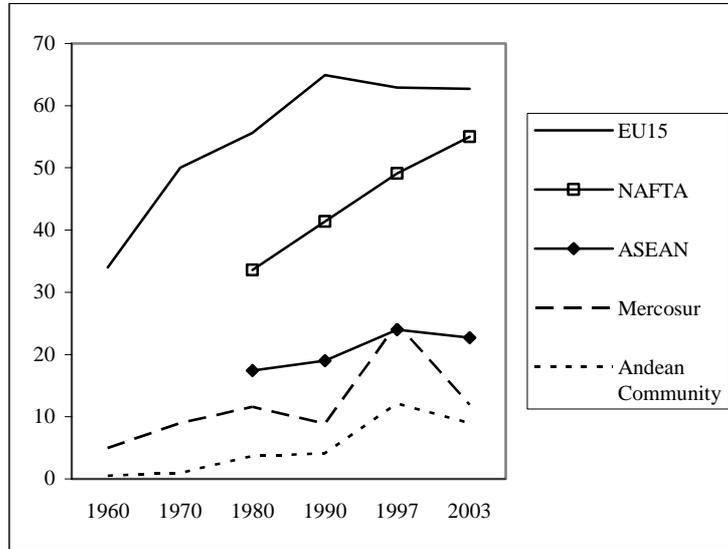
(b) Balkans européens en développement, NEI occidentaux (Biélorussie, Ukraine, pays du Caucase), Russie

(c) Chine, Asean, pays du Pacifique en développement

(d) Corée du Sud, Hong Kong, Singapour. Taiwan non compris

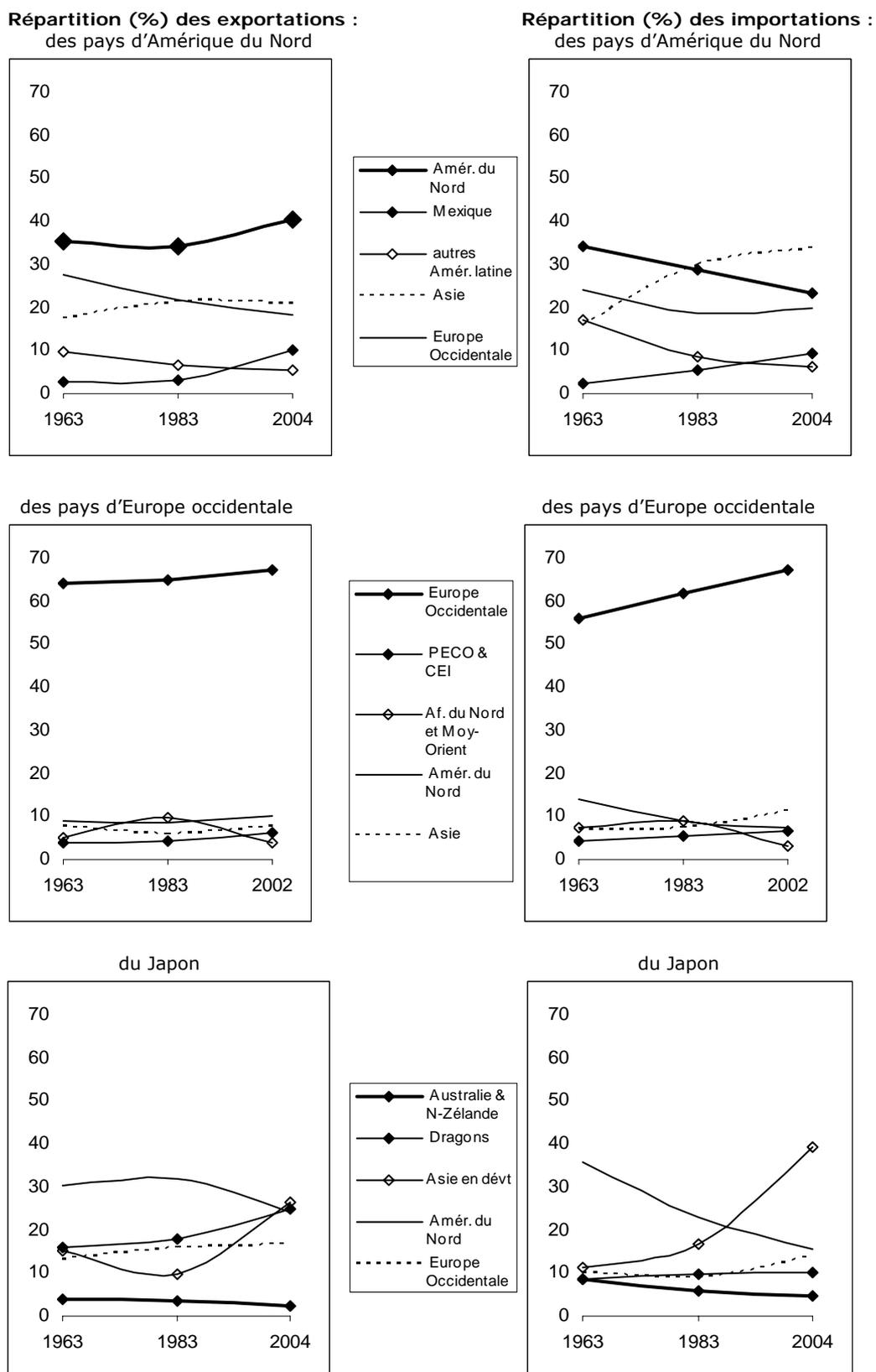
Source : Banque Mondiale.

Figure II. Part (%) de l'intra régional (RTAs) dans le commerce extérieur, 1960-2003



Marchandises. Sources: d'après ELAC Database, FMI et OMC / Mikio KUWAYAMA in (Mashayekhi 2005)

Figure III. Commerce extérieur des pays d'Amérique du Nord, d'Europe occidentale, et du Japon



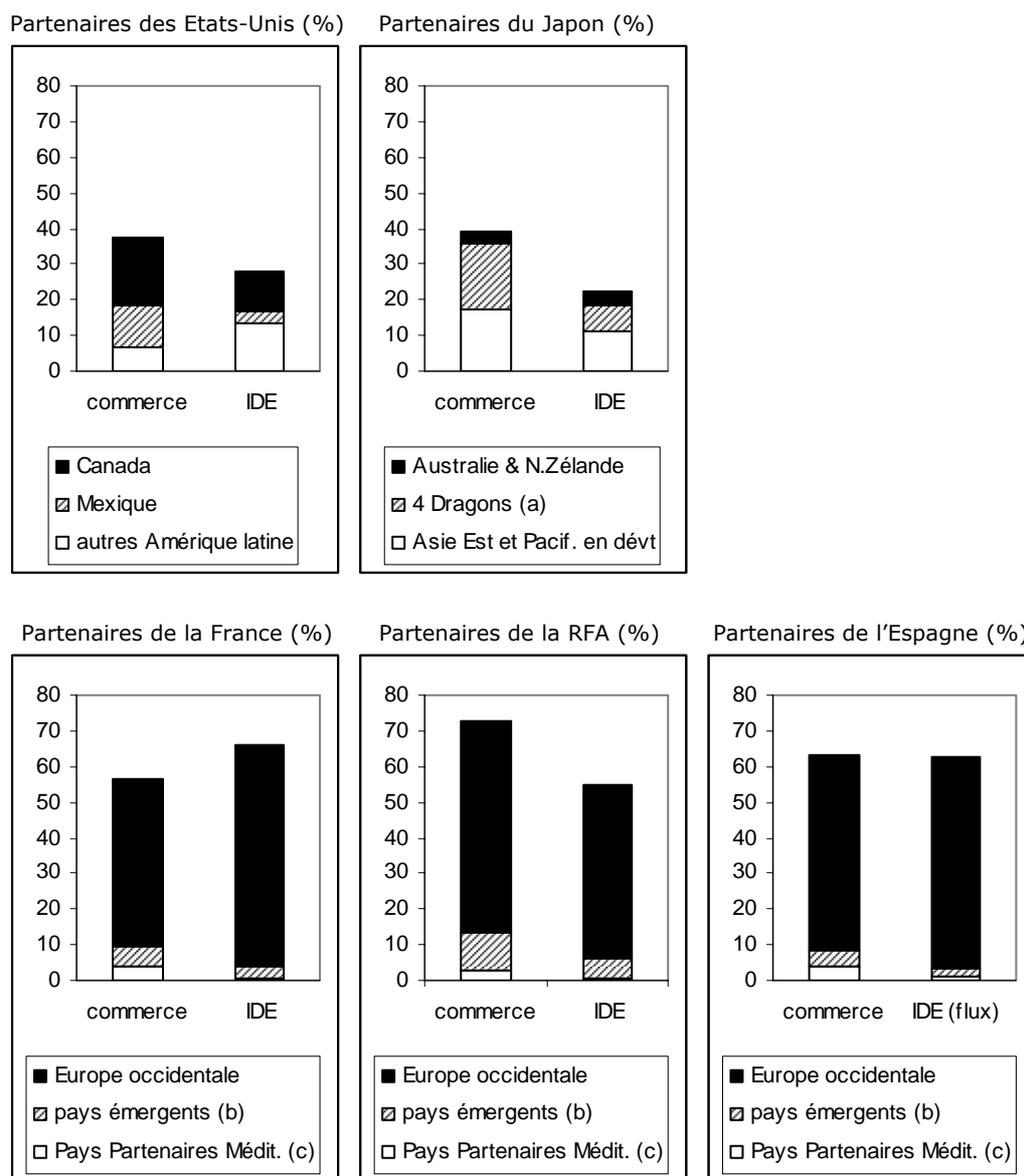
Marchandises. Source : OMC, *International Trade Statistics 2005*

Notes :

Amérique du Nord : Mexique non compris.

Dragons : Hong Kong, Singapour, Corée du Sud et Taiwan

Figure IV. Les pays européens sont très insérés dans leur économie régionale, mais guère tournés vers leurs voisins en développement



**Lecture :**

« Commerce » : part (%) des partenaires dans le commerce extérieur (exports+imports, moyenne 1996-2000), source OMC / UMS Riate.

« IDE » : part (%) dans le stock d'Investissements Directs détenus à l'étranger en 2003 (sauf pour l'Espagne : flux, moyenne 2000-2004), source Cnuce.

**Notes :**

(a) Taiwan, Hong Kong, Corée du Sud, Singapour

(b) 10 nouveaux Etats-membres, Balkans européens, NEI occidentaux, Israël, péninsule arabe, Iran

(c) Afrique du Nord et Proche Orient (y c Turquie mais hors Israël); Territoires Palestiniens non renseignés

Tableau 1. Composition du PIB et de la population des régions européenne, américaine, asiatique, 1975-2004

	en % du PIB de chaque région			en % de la population de chaque région			valeurs absolues, 2004		
	1975	1990	2004	1975	1990	2004	PIB milliards de \$	Pop. millions d'hab.	PIB par hab.(\$)
Europe occidentale		80	80	40	36	34	9 500	390	24 430
Est: nouveaux Etats membres (a)		3	4	8	7	6	420	70	5 710
Est: voisins (b)		7	5	30	28	24	560	270	2 060
<u>Sud: voisins (c)</u>		<u>9</u>	<u>12</u>	<u>23</u>	<u>30</u>	<u>36</u>	<u>1 370</u>	<u>410</u>	3 380
total région		100	100	100	100	100	11 900	1 140	10 410
Etats-Unis+Canada	82	84	84	43	39	37	12 600	330	38 670
<u>Amérique latine et Caraïbe</u>	<u>18</u>	<u>16</u>	<u>16</u>	<u>57</u>	<u>61</u>	<u>63</u>	<u>2 320</u>	<u>550</u>	4 260
total région	100	100	100	100	100	100	14 900	870	17 120
Japon+Australie+Nouvelle Zélande	86	77	60	9	8	7	5 900	150	39 010
Dragons (d)	5	9	13	3	3	3	1 310	80	1 590
<u>Asie orientale et Pacif. en dévelopt</u>	<u>9</u>	<u>14</u>	<u>27</u>	<u>88</u>	<u>89</u>	<u>90</u>	<u>2 620</u>	<u>1 870</u>	1 400
total région	100	100	100	100	100	100	9 800	2 080	4 580

(a) sauf Chypre et Malte  
(b) Balkans occidentaux, NEI occidentaux et Russie  
(c) Afrique du Nord, Machrek, Iran, Irak, péninsule arabique, Turquie et Israël  
(d) Hong Kong, Singapour, Taiwan, Corée du Sud  
PIB : dollars courants. Source : Banque Mondiale

Tableau 2. Partenaires (%) du commerce et de l'investissement des pays de la Triade

<i>Partenaires :</i>	-----Etats-Unis-----		<i>Partenaires :</i>	-----Japon-----	
	commerce	IDE		commerce	IDE
Canada (I)	19,0	10,8	Australie & Nouvelle Zélande (I)	3,4	3,7
Mexique	11,6	3,4	Quatre Dragons (a)	18,8	7,4
Amérique Centrale & Caraïbes	2,0	9,6	Chine	9,0	4,6
<u>Amérique du Sud</u>	<u>4,6</u>	<u>3,9</u>	<u>Autres Asie-Pacifique en dévt</u>	<u>8,3</u>	<u>6,7</u>
Σ voisins émergents & en dévt (II)	18,2	17,0	Σ voisins émergents & en dévt (II)	36,0	18,7
Σ Région américaine (=I+II)	37,2	27,7	Σ Région Asie Est & Pacif. (=I+II)	39,4	22,4
Monde	100,0	100,0	Monde	100,0	100,0

<i>Partenaires :</i>	-----France-----		-----Allemagne-----		-----Espagne-----	
	commerce	IDE	commerce	IDE	commerce	IDE
Europe occidentale (I)	47,1	62,2	59,0	48,3	54,5	59,6
10 nouveaux Etats membres de l'UE	2,4	2,6	7,2	5,0	1,7	2,0
Balkans européens (b)	0,5	0,2	1,0	0,5	0,3	0,0
NEI occidentaux (c)	1,0	0,2	1,8	0,4	0,9	0,2
Pays Partenaires Méditerranéens (d)	3,8	0,6	2,5	0,5	3,8	1,0
<u>Autres pays 'MENA' (e)</u>	<u>1,8</u>	<u>0,05</u>	<u>1,1</u>	<u>0,1</u>	<u>2,0</u>	<u>0,04</u>
Σ voisins émergents et en dévt (II)	9,5	3,7	13,6	6,4	8,6	3,2
Σ Région européenne (=I+II)	56,6	65,9	72,7	54,7	63,1	62,7
Monde	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

**Idem, en excluant les échanges avec d'autres pays d'Europe occidentale**

<i>Partenaires :</i>	-----France-----		-----Allemagne-----		-----Espagne-----	
	commerce	IDE	commerce	IDE	commerce	IDE
10 nouveaux Etats membres de l'UE	4,5	7,0	17,7	9,7	3,7	5,0
Balkans européens (b)	0,9	0,6	2,3	0,9	0,6	0,0
NEI occidentaux (c)	2,0	0,5	4,4	0,7	2,0	0,4
Pays Partenaires Méditerranéens (d)	7,2	1,7	6,2	0,9	8,3	2,4
<u>Autres pays 'MENA' (e)</u>	<u>3,5</u>	<u>0,1</u>	<u>2,7</u>	<u>0,2</u>	<u>4,3</u>	<u>0,1</u>
Σ voisins émergents et en dévt	18,0	9,8	33,3	12,4	18,9	7,9
Monde	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

*Lecture :*

« Commerce » : ventilation géographique des partenaires commerciaux (exports+imports, moyenne 1996-2000), source OMC / UMS Riata.

« IDE » : ventilation géographique des stocks d' Investissements Directs détenus à l'étranger en 2003 (sauf pour l'Espagne : flux, moyenne 2000-2004), source CnuCED.

*Notes :*

(a) Hong Kong, Corée du Sud, Singapour et Taiwan (estimation)

(b) Roumanie, Bulgarie, Albanie, ex-Yougoslavie sauf Slovaquie

(c) Nouveaux Etats Indépendants occidentaux : Biélorussie, Ukraine, Moldavie, Russie, Caucase

(d) Afrique du Nord et Proche Orient (y c Turquie mais hors Israël); territoires Palestiniens non renseignés

(e) Péninsule arabique, Israël, Irak, Iran.